



« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »  
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 1<sup>er</sup> octobre 2018

## Le 9 octobre, faire entendre notre protestation contre Macron et contre toutes les attaques patronales

De plus en plus impopulaire, Macron a déclaré, dans une interview au *Journal du Dimanche*, qu'il allait reprendre le chemin du « contact » et des « embrasades ». Ainsi, lors de son déplacement aux Antilles, à ceux qui l'interpellaient en Guadeloupe et en Martinique sur le chômage, le pouvoir d'achat, le délabrement des hôpitaux, aux habitants de l'île de Saint-Martin dévastée par le passage d'un cyclone l'année dernière qui attendent toujours la reconstruction malgré toutes les promesses faites lors de sa précédente visite, Macron a répondu... par des poignées de mains et quelques bonnes paroles !

Face à un jeune Antillais qui lui reprochait d'avoir déclaré, il y a quinze jours, qu'il suffisait de traverser la rue pour trouver du travail, Macron a manifesté une nouvelle fois son mépris social de représentant du patronat : « *Il faut accepter une offre d'emploi même si ce n'est pas exactement ce qu'on veut* », a-t-il répondu. Comme si les chômeurs avaient attendu le conseil de Macron ! Des millions de femmes et d'hommes au chômage enchaînent les petits boulots, les CDD, les missions d'intérim, sans parvenir pour autant à trouver un emploi stable.

Macron et ses ministres peuvent bien multiplier les opérations de communication sur une prétendue augmentation du pouvoir d'achat, les travailleurs savent très bien à quoi s'en tenir. Ils savent qu'ils ont de plus en plus de mal à finir le mois, que les prix du gaz, de l'électricité, des carburants et bien d'autres encore, ont fortement augmenté alors que les salaires stagnent, voire reculent, et que les pensions de retraite baissent. Une étude vient de chiffrer à 470 euros par an en moyenne la diminution de pouvoir d'achat que vont subir la majorité des retraités, du fait du gel des pensions et de l'augmentation de la CSG.

Depuis qu'il est au pouvoir, pour satisfaire l'avidité de la bourgeoisie dont il sert les intérêts, Macron mène une politique de combat contre les travailleurs et les classes populaires.

Pour permettre au patronat de licencier et de flexibiliser les horaires plus facilement, il s'est attaqué au Code du travail. Pour faire bénéficier une minorité de privilégiés de cadeaux qui se chiffrent en milliards, il

sacrifie tous les services publics les plus utiles, l'éducation, le système de santé, les Ehpad, les transports, le logement social...

Alors que son système économique est aujourd'hui en plein marasme, la bourgeoisie ne peut tirer son enrichissement que de l'aggravation de l'exploitation et de l'appauvrissement général de la société.

Le recul n'est pas seulement matériel, il affecte aussi toute la vie sociale. À l'occasion de leur congrès annuel, les pompiers ont dénoncé l'insuffisance de leurs moyens, comme tous les autres services publics, et le fait d'être de plus en plus confrontés à la violence lors de leurs interventions. La montée de la violence, de l'individualisme et du chacun pour soi témoigne de la décomposition de la société dominée par le capitalisme en crise.

Mettre fin à cette évolution ne peut se faire qu'en s'attaquant radicalement aux bases mêmes de ce système régi par des lois économiques que personne ne contrôle. Il faut pour cela enlever à la bourgeoisie la direction de la société. La seule classe capable de le faire est celle des travailleurs car elle est la seule à n'exploiter personne.

Pour défendre leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions d'existence, il faudra que les travailleurs engagent des luttes collectives et déterminées. Il en va de leur survie, mais c'est aussi l'intérêt de toute la société. En menant leur combat jusqu'au bout, jusqu'au renversement du pouvoir de la bourgeoisie, les travailleurs sont les seuls à pouvoir débarrasser la société du capitalisme en faillite en lui substituant une organisation économique fondée sur la satisfaction des besoins de tous.

Les militants ouvriers et les travailleurs convaincus que l'avenir dépend de la capacité de la classe ouvrière à se battre doivent profiter de toutes les occasions pour se regrouper et se faire entendre. Plusieurs confédérations syndicales appellent, le 9 octobre, à une journée interprofessionnelle de grève et de manifestations contre la politique antiouvrière du gouvernement. Il faut s'en saisir pour exprimer sa protestation et montrer, qu'après la mobilisation des cheminots du printemps dernier, Macron et les patrons n'en ont pas fini avec les luttes des travailleurs.

## Des mots qui en appellent d'autres

Au DV, la pression pour sortir les moteurs ne cesse d'augmenter. Avec la fermeture du DV3, il faudrait qu'on produise 900 moteurs par équipe. On est loin du compte !

Une partie de la hiérarchie du Montage se permet de dire que, du coup, on ne mérite pas notre salaire. On préfère ne pas dire ce que ceux-là mériteraient !

## Enfumage

Au montage DV, la direction s'est vantée d'avoir modernisé le process en installant quatre robots. Il ne se passe pas une journée sans qu'ils ne tombent en panne, et il y en a même un qui n'a jamais démarré.

Et même s'ils fonctionnaient normalement, ce ne sont pas ces robots qui permettraient de produire les moteurs qu'on faisait au DV3.

## Il faut embaucher !

A l'EB, après un démarrage laborieux du SD, la direction voudrait faire passer la production de 1 649 à 1 980 moteurs d'ici novembre. Et des samedis et dimanches supplémentaires pour les équipes de semaine sont prévus jusqu'en décembre.

La direction se vante de 15 embauches sur l'usine cette année. Mais pour qu'on puisse travailler un peu normalement, il en faudrait largement plus !

## PSA : pile je gagne, face tu perds

L'arrêt de l'équipe de nuit au DW est annoncée pour le mois de novembre.

Pour PSA, c'est une manière de dépenser moins, en provoquant le retour au chômage d'une partie des intérimaires. Pour les autres travailleurs de nuit, ce sera des changements d'ateliers ou d'horaires. Et pour tous, très certainement, des samedis supplémentaires.

La direction aime parler de gagnant-gagnant. Mais, bien sûr, cette expression n'est valable que pour les dirigeants-actionnaires de PSA.

## Service public ou service du fric ?

La communauté de communes a racheté à PSA une partie de l'usine avec le bâtiment 5. Un terrain que PSA a eu pour rien à l'époque de son installation dans le cadre de la reconversion de la sidérurgie.

Évalué à 3,1 millions par les Domaines, PSA en a reçu 4 de la communauté de communes. Tout ça pour un terrain invendable, complètement enclavé. Des millions qui vont enrichir PSA tandis que routes, écoles, services publics... ont de moins en moins de moyens.

**Tous en grève mardi 9 octobre !  
Manifestons nombreux à 14 h  
Parvis des droits de l'Homme  
devant le Centre Pompidou de Metz.**

## On ne se laissera pas mettre en boîte

PSA va investir 82 millions d'euros en partenariat avec Punch Powertrain pour fabriquer à partir de 2022 une boîte de vitesse automatique pour véhicules hybrides et électriques à Borny.

Selon la direction, 400 postes devraient être affectés à cette nouvelle production, mais elle ne prévoit aucune embauche. Juste des « glissements de compétences », bref des mutations au sein des deux groupes.

La politique de PSA est de produire avec toujours moins de personnel, et les suppressions d'emplois continueront. Même avec une boîte de vitesse hybride, les rapports d'exploitations restent les mêmes.

## Quel avenir ?

A Trémery, le moteur électrique, deuxième phase, sera fabriqué par une co-entreprise PSA-Nidec, ce qui veut dire qu'à terme les ouvriers de PSA qui y travailleront changeront de contrat de travail.

Il paraît que le moteur électrique c'est l'avenir. Mais pas si la condition des travailleurs est ramenée des années en arrière.

## Peugeot Japy : là-bas aussi, embaucher !

En mars, Peugeot Japy - qui a des difficultés à livrer l'usine de Borny - a été repris par le groupe Farinia après un redressement judiciaire.

Au moment de la reprise, à l'usine de Valentigney, il y avait 200 précaires pour 300 CDI et le matériel a continué de vieillir. Comme à Valenciennes, comme à Borny, comme partout...

Ils ont tellement supprimé d'emplois qu'ils en sont réduits à demander à des travailleurs de Trémery d'aller à l'autre bout de la Franche Comté !

## Les profits se font dans l'opacité

Pas moins de sept groupes du CAC 40 dont PSA ont été amenés à recompter les votes dans les assemblées générales des actionnaires : il y avait des erreurs et des actionnaires ont dénoncé l'opacité de ces votes.

S'il n'y avait que les votes qui manquaient de transparence ! Tout le fonctionnement des entreprises est opaque. Et c'est voulu : sinon nous nous rendrions clairement compte à quel point on nous vole le fruit de notre travail.